

Questions orales

politiques sont bonnes et nous allons continuer de les appliquer.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je dis au premier ministre, par votre intermédiaire, que ce qu'il appelle un gouvernement devrait plutôt s'appeler la société des bornés. Le gouvernement conservateur ne voit pas la réalité de notre situation économique.

M. le Président: Étant donné l'heure qu'il est, je demanderais au député de poser sa question.

M. Axworthy: Monsieur le Président, je pose ma question directement au premier ministre.

Comme il reconnaît lui-même les graves difficultés structurelles qui affaiblissent notre économie, le premier ministre va-t-il demander à son ministre des Finances de prendre des mesures pour faire baisser les taux d'intérêt et le taux de change afin que nous puissions recommencer à exporter et à reprendre notre place dans le domaine du commerce international?

Ce qui se passe, c'est que le gouvernement nous entraîne dans une récession.

M. Mulroney: Monsieur le Président, s'il y a à la Chambre quelqu'un de compétent pour parler de récession, c'est bien le député et ses collègues.

M. Peterson: Alors pourquoi n'écoutez-vous donc pas?

M. Mulroney: Monsieur le Président, le député parle de la société des bornés en raison de nos politiques. La semaine dernière, l'OCDE a publié un rapport dans lequel elle disait approuver les politiques du gouvernement du Canada. En août, il est ressorti du Forum sur l'économie mondiale tenu à Genève que, sur le plan de la compétitivité, le Canada était passé du 11^e rang qu'il occupait en 1984 au 4^e rang aujourd'hui, ce qui prouve les importants progrès réalisés par notre pays pour améliorer sa situation dans ce domaine.

Au Canada, 1 555 000 nouveaux emplois ont été créés. Nous avons battu des records dans bien des secteurs: les profits, la création d'emploi, les nouveaux investissements, les emplois pour les femmes. Nous avons tiré 750 000 personnes de la pauvreté. Nous avons mis le Canada dans une bonne situation: pas parfaite, mais bonne en général; infiniment meilleure que lorsque les Libéraux étaient au pouvoir. Et nous voulons continuer dans cette voie.

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre.

Comment le premier ministre peut-il prétendre que l'évaluation des pratiques et des politiques en matière de droits de la personne est un facteur décisif dans la détermination de l'aide étrangère du Canada? Étant donné que de nombreuses organisations non gouvernementales canadiennes et internationales ont condamné le gouvernement du Salvador pour les violations des droits de la personne, les activités des escadrons de la mort et le meurtre de six Jésuites, comment le gouvernement peut-il accueillir des représentants du gouvernement salvadorien cette semaine à Ottawa pour discuter de nouveaux programmes d'aide pour ce pays?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a énoncé clairement la position du gouvernement du Canada en matière de violations des droits de la personne au Salvador, dans d'autres pays de l'Amérique centrale et ailleurs. C'est une politique qui est extrêmement cohérente depuis le début. À mon avis, elle est lucide et efficace.

En outre, je crois que mon collègue applaudira à la nomination de M. Ed Broadbent à la tête du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. Nul doute que c'est une décision qui se révélera judicieuse.

M. Ouellet: Je crois que le premier ministre devrait écouter la question et essayer d'y répondre. Nous sommes en train de parler du Salvador. Un représentant de ce gouvernement se trouve actuellement à Ottawa, où il doit rencontrer des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures en vue de discuter de nouveaux programmes d'aide pour ce pays au moment même où l'ensemble de la communauté internationale dénonce ses violations des droits de la personne.

La semaine dernière, l'aviation salvadorienne a largué des milliers de tracts encourageant la population à tuer les travailleurs d'organismes d'aide internationale sous prétexte qu'ils soutiennent les révolutionnaires du FMLN. Des douzaines d'organismes religieux, humanitaires et communautaires ont été obligés de fermer leurs bureaux après que ces derniers eurent été perquisitionnés par les forces de sécurité.